

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOTREFI

48 rue des Tonneliers
BP 81007
25460 Étupes

Références : UID257090/SPR/JP/2025-1205B
Code AIOT : 0005900275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SOTREFI implanté 48 rue des Tonneliers BP 81007 25460 Étupes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « **post-Lubrizol** », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 puis 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle sur les sites industriels présentant des risques significatifs pour l'environnement.

Le retour d'expérience des actions régionales d'inspection des Plan d'Opération Interne (POI) montre que certaines dispositions n'ont pas encore été intégrées pleinement dans les documents opérationnels des sites concernés, pour faire face à un incendie de grande ampleur, notamment concernant la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

Le volet « **prélèvements environnementaux** » de l'action nationale "A.1" a pour objectif de vérifier que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les

dispositions figurant dans le POI ou PDI (Plan de Défense Incendie) des sites concernés répondent bien aux exigences réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTREFI
- 48 rue des Tonneliers BP 81007 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005900275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SOTREFI, appartenant au Groupe SÉCHÉ Environnement, exploite un centre de traitement des déchets dangereux par voie physico-chimique ainsi qu'une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets de même catégorie sur la zone industrielle Technoland de la commune d'Étupes (25).

L'exploitation de cette installation est encadrée par les arrêtés préfectoraux n°96/DCLE4/135 du 12 janvier 1996, n°2009/DDD/5B/n°2009 1612 05006 du 16 décembre 2012 et n°2014206-0008 du 25 juillet 2014. Ce dernier arrêté complémentaire a notamment statué sur le classement de l'établissement sous le régime SEVESO Seuil Bas .

Le site emploie 18 personnes, exclusivement recrutées en CDI afin d'assurer un niveau de maîtrise optimal des opérations. Aucun intérimaire n'est présent, ce qui garantit :

- une connaissance approfondie des processus et procédures,
- la continuité du circuit de formation interne,
- une bonne maîtrise de l'évolution des pratiques et des exigences réglementaires.

Activités et filières de traitement :

Le site réalise des opérations de traitement chimique et mécanique, adaptées selon la filière des déchets traités :

- la fraction aqueuse est dirigée vers la station biologique pour son traitement,
- la fraction solide est envoyée en incinération, principalement pour le traitement des coproduits.

Le site dispose ainsi d'une organisation et d'un circuit de traitement adaptés pour assurer la sécurité des opérations, le respect des prescriptions réglementaires et la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection note que l'exploitant a été proactif en déployant dès 2023 les démarches nécessaires à la réalisation des différentes listes et / ou documents nécessaires à la mise en œuvre des évolutions réglementaires s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « **post-Lubrizol** », en faisant appel à des prestataires externes reconnus au niveau national.

Le volet « **prélèvements environnementaux** » inspecté sur site a permis de confirmer que la réflexion concernant la réalisation de ceux ci a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répondent bien aux exigences réglementaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour rappel, les établissements classés Seveso seuil bas, doivent intégrer dans leur POI les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux, au plus tard le 1er janvier 2026.

Ces dispositions comprennent la définition des moyens matériels et humains, ainsi que les méthodes adaptées de prélèvement et d'analyse, à l'intérieur et à l'extérieur du site (lorsque l'accès le permet). Cette exigence découle de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié et de l'avis du 1er décembre 2022, qui précisent les modalités pratiques à mettre en œuvre par les acteurs concernés.

Cette visite d'inspection permet effectivement de confirmer que l'exploitant a bien connaissance de ces obligations et a mis en place une organisation adaptée pour intervenir rapidement en cas d'accident majeur ou d'incendie. La vérification porte notamment sur la préparation qualitative du site, sans pour autant réinstruire le POI, et inclut l'identification des substances à rechercher et les protocoles de prélèvement correspondants.

L'exploitant ayant effectivement engagé des actions concrètes doit poursuivre le travail initié en intégrant régulièrement les mises à jour nécessaire à son POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSB : Arrêté du 26/05/2014 Article 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas

trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
<p>Constats :</p> <p>CONFORME.</p> <p>L'avant dernière mise à jour du POI date du 05 juin 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis aux services de l'Inspection la dernière mise à jour du POI le 26 juin 2024, consécutive au changement de dénomination du document en interne et à l'intégration des dispositions spécifiques applicables aux établissements Seveso seuil bas à partir du 1er janvier 2023.</p> <p>La mise à jour 2025 est en cours de finalisation, suite à la réception du dernier rapport d'inspection, lequel nécessite quelques ajustements documentaires.</p> <p>Les éléments de prise en compte des volets « prélèvements environnementaux » et des exigences post-Lubrizol ont bien été intégrés selon les déclarations de l'exploitant et confirmé par l'intermédiaire des différents points de contrôles abordés le jour de la visite.</p> <p>La mise à jour transmise respecte donc bien la fréquence réglementaire.</p> <p>_____</p> <p>Nota :</p> <p>Il est relevé que le numéro portable DREAL figurant dans plusieurs documents consultés (POI, PPE, ...) correspond uniquement au numéro de l'inspecteur référent du site. Il ne s'agit pas du numéro d'astreinte dédié.</p> <p>L'exploitant procédera à la mise à jour de l'ensemble des documents internes de gestion de crise en y intégrant le numéro d'astreinte communiqué, ainsi que le courriel d'astreinte DREAL transmis par la même occasion.</p> <p>Cette mise à jour concerne notamment les pages 14 et 16 du POI, où apparaît actuellement la mention « numéro de téléphone INSPECTEUR DREAL » en lieu et place du numéro d'astreinte DREAL (POI, PPE, etc).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>SSB :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Article 5</p> <p>« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>

Constats :

Le dernier exercice POI sur site a été réalisé le **15 mai 2025**.

L'exploitant fait savoir à l'Inspection que le SDIS est intervenu à trois reprises, à trois dates distinctes (deux dates étant exclusivement dédiées à la formation du personnel interne du SDIS), dont celle du 15 mai 2025, afin de conduire l'exercice commun de mise en situation avec le personnel SOTREFI.

L'exercice réalisé le 15 mai 2025 a consisté en la simulation d'un déchargement de déchets (livraison client) dont deux fûts de 200 l se renversent durant l'opération (1 fût de Toluène diisocyanate UN 2078 + 1 fût d'acide fluorhydrique UN 1790). Une fuite de déchet est constatée au sol. A la suite du renversement, le cariste en charge de l'opération descend de son chariot de manutention, glisse et tombe au sol inconscient. Une seconde victime arrive à s'extraire de la zone et se réfugie dans le bureau de la plateforme pour finalement donner l'alarme.

Le retour d'expérience présenté lors de la visite, mentionne une absence de réaction des chauffeurs extérieurs, qui n'ont pas procédé à l'évacuation dans les délais attendus.

À la suite de cet événement, l'exploitant a dans un premier temps rappelé immédiatement l'ensemble des consignes aux chauffeurs extérieurs puis a réalisé la mise à jour du support de formation interne dédié aux chauffeurs extérieurs. Un rappel des consignes est dorénavant réalisé lors de la signature annuelle des protocoles d'accès (éléments constatés lors de la visite d'inspection).

En supplément d'information, l'exploitant indique réaliser également un **"essai virtuel" mensuel en interne**, piloté par le responsable HSE, sans déclenchement des secours extérieurs.

Cet essai consiste à sélectionner un scénario d'accident référencé pour le site et à tester quelques collaborateurs (selon le scénario, le lieu, l'atelier, etc) aux démarches à mettre en œuvre jusqu'au déclenchement des secours et/ou appel à l'extérieur sans réaliser l'appel extérieur pour autant.

Il est également indiqué qu'un "essai" réel interne a eu lieu le mois précédent (enregistré dans la base de données du site), déclenché par l'activation d'un capteur incendie liée à un phénomène d'ensoleillement au niveau du stockage extérieur (box J).

L'exploitant fait savoir qu'un retour d'expérience est effectué après chaque exercice.

De plus, ce dernier précise que le SDIS sollicite régulièrement le site pour des exercices de formation au niveau des installations techniques des personnels du SDIS.

L'inspection recommande à l'exploitant de tester au moins une fois par an l'ensemble des numéros de téléphone répertoriés dans le POI afin de vérifier leur validité et la fiabilité des chaînes d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Le plan d'opération interne intègre une étude réalisée en 2023 par le prestataire de conseil en réglementation retenu spécialisé dans le conseil en maîtrise des risques (rapport n°886N023851 en date du 06/12/2023) portant sur la **détermination des produits de décomposition en cas d'incendie**, couvrant 21 scénarios issus de l'étude de dangers du site. Les résultats sont synthétisés dans le chapitre 5.3.3 du POI mais également en **annexe 2** du POI.

Les substances recherchées dans les différents milieux sont listées ainsi que les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis selon les guides professionnels détaillés ci après.

Cette étude a permis d'élaborer un **Plan de Prélèvements Environnementaux (PPE)** post-incident, reproduit en **annexe 3** du POI.

Les produits de décomposition ont été déterminés pour les scénarios pouvant être qualifiés d'« incendie important ». L'avis du 1er décembre 2022 précise d'ailleurs que cette qualification vise les scénarios d'incendie ayant fait l'objet d'une caractérisation des distances d'effets (thermiques, toxiques ou de surpression) dans l'étude de dangers, que ces distances dépassent ou non les limites du site.

Les différents éléments présentés résultent d'une analyse conduite à partir des documents internes du site (EDD, POI, ERF/ARF, FDS, etc.) ainsi que des documents de référence nationaux (guides INERIS, France Chimie, SYVED/SYPRED, avis DGPR, etc.).

La méthodologie de détermination des produits de décomposition est associée à chacun des scénarios étudiés et varie selon la nature des produits concernés.

Les approches méthodologiques utilisées spécifiquement pour le site sont les suivantes :

- **la méthodologie SYVED/SYPRED** décrite dans le guide « Guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important - secteur Déchets Dangereux » pour les déchets dangereux ;

- **la méthodologie INERIS** issue du guide « Recensement des substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie - **OMEGA 16** » pour les plastiques neufs et les contenants.

Le POI précise les différentes étapes nécessaires à la réalisation de prélèvements environnementaux post-incident, à l'établissement du PPE, ainsi qu'à la mise en place d'une astreinte dédiée jusqu'à l'organisation d'exercices annuels planifiés ou inopinés. Le document mentionne l'intervention de l'astreinte Séché Urgence Intervention (SUI), contactée par le DOI de l'exploitant au numéro 0 800 000 430, en charge d'activer son sous-traitant responsable des

prélèvements.

Ce dispositif est complété par le document « Plan de Prélèvements Environnementaux Post-Incident » rédigé par un second prestataire spécialisé également dans le conseil en maîtrise des risques en date du 22/05/2024.

Ce document détaille notamment :

- la disponibilité des personnels et équipements,
- le logigramme d'intervention,
- les correspondants internes et externes,
- le plan de site,
- la liste des produits considérés,
- les déploiements opérationnels,
- les substances recherchées dans les différents milieux et les équipements de prélèvement associés,
- les modalités de transport des échantillons,
- ainsi que les informations à fournir lors des appels.

Le prestataire de conseil en réglementation détail en annexe 5, l'ensemble des substances, moyens et méthodes de prélèvement par milieu (Air Ambiant et Surfacique, Sols, Végétaux, Eaux)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
[...]
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a présenté, le jour de la visite, un document intitulé « **Plan de Prélèvements Environnementaux Post-Incident** » (PPE), référencé 20119980_2 Q-350769 R2_V0 daté du 22 mai 2025 reproduit en **annexe 3** du POI. Ce document décrit la stratégie de prélèvements à mettre en œuvre, stratégie également citée au point **5.3.3 - Produits de décomposition** du POI dans sa version datée du 27 mai 2024.

Ce PPE a été rédigé par un prestataire de conseil en réglementation puis validé par SOTREFI. Les substances recherchées, listées en annexe 5, ont été définies sur la base du rapport « **Détermination des produits de décomposition en cas d'incendie** » (rapport n°886N023851 daté du 06/12/2023), élaboré par le prestataire pour le compte de SOTREFI. Cette détermination repose sur les scénarios de l'étude de dangers du site ainsi que sur plusieurs documents de référence nationaux, notamment :

- le guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole,
- le guide méthodologique relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique (TLF, UFCC, AFILOG),
- les guides INERIS relatifs à la stratégie de prélèvements et analyses ainsi qu'à la toxicité et à la dispersion des fumées d'incendie (Oméga 16).

Pour la matrice **AIR**, le protocole de mesure retenu en cas d'incident ou d'accident s'appuie sur les préconisations INERIS et repose, pour chaque série de mesures, sur une approche en 12 points : 1 point sur site, 3 points de référence et 8 points situés sous le panache.

Cette méthodologie est issue du **Guide INERIS sur la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique - cas de l'incendie (version 2.0 - rapport INERIS-DRC-15-152421-05361C - 18/12/2015)**.

Les zones sensibles (crèches, écoles, établissements de soins, maisons de retraite, etc.) constituent les cibles prioritaires et sont listées en annexe 4-2 du PPE.

Le dispositif totalise **40 points de prélèvements**, déclinés selon trois scénarios météorologiques :

- vents dominants Sud / Sud-Ouest,
- vents Nord-Est,
- absence de vent,

permettant de couvrir 12 points par scénario, sur site et hors site (prélèvements + témoins).

L'exploitant indique que, conformément au contrat passé avec l'intervenant extérieur spécialisé, les quantités suivantes de supports et contenants sont prévues par matrice :

- **Air** : 3 × 65 supports
- **Eaux** (usées, souterraines, eaux d'extinction) : 1 × 18 flacons

- **Sols** : 1 × 247 pots en verre
- **Surfaces** : 1 × 245 lingettes (4 lingettes par point)
- **Végétaux** : 1 × 36 sachets

NB : une remarque est formulée concernant la nécessité de tenir à jour les dates de péremption de certains supports de prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection que son dispositif opérationnel permanent repose sur une astreinte de premier niveau organisé en interne et active toute l'année, 24 h/24 et 7 j/7, via son plan d'opération interne (POI), permettant d'assurer une intervention dans les plus brefs délais en cas d'événement (levé de doute ou confirmation d'incident en moins de 15 minutes par le personnel d'astreinte SOTREFI).

Les dispositions relatives à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur comme à l'extérieur du site lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent, sont bien intégrées au POI et détaillées dans les documents présentés lors de la visite (annexés au

POI).

Le plan d'opération interne précise notamment :

- l'organisme habilité à mobiliser,
- les équipements à prévoir,
- les prélèvements à réaliser selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

À cette fin, une ligne téléphonique dédiée, joignable en continu, est mise à disposition par le prestataire sous-traitant en charge de cette opération.

Le responsable d'astreinte de SOTREFI est en mesure de mobiliser le prestataire extérieur, garantissant une arrivée sur site dans un délai contraint, conformément aux accords passés entre les deux sociétés.

À l'analyse des documents communiqués le jour de la visite, l'Inspection relève toutefois que les délais d'intervention annoncés par le prestataire varient selon le document considéré (contrat ou PPE) mis à disposition de l'Inspection :

- dans le contrat daté du 02/05/2023, validé le 31/08/2023 par SUI, le délai annoncé est compris entre 4 et 10 heures après la première prise de contact (pages 8, 14, ...) ;
- à l'inverse, le Plan de Prélèvements Environnementaux Post-Incident, rédigé le 22/05/2024, précise en page 5 : « afin de garantir une intervention sur site dans les 4 heures [...] ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra se rapprocher de l'ensemble des interlocuteurs concernés et transmettre à l'Inspection, dans un délai d'un mois, le délai d'intervention maximal réellement prévu dans le cadre du contrat le liant aux sociétés sous-traitantes.

Il devra fiabiliser la sous-traitance en cascade pour les éléments détaillés à la page 131 du POI, où deux numéros d'urgence distincts sont précisés.

Le délai à confirmer correspond au délai final de mise en œuvre du PPE, et non au délai du sous-traitant intermédiaire, afin de garantir le respect d'un délai maximal de réalisation des missions prévues dans le cadre du PPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour

d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

Comme vu précédemment, le plan d'opération interne intègre une étude réalisée en 2023 par un prestataire de conseil en réglementation (rapport n°886N023851 daté du 06/12/2023) portant sur la détermination des produits de décomposition en cas d'incendie, couvrant 21 scénarios issus de l'étude de dangers. Les résultats sont synthétisés dans le chapitre 5.3.3 du POI et en annexe 2.

Cette étude a également permis d'élaborer un Plan de Prélèvements Environnementaux (PPE) post-incident, reproduit en annexe 3 du POI.

Les produits de décomposition ont été déterminés pour les scénarios pouvant être qualifiés d'« incendie important ». L'avis du 1er décembre 2022 précise que cette qualification vise les scénarios d'incendie ayant fait l'objet d'une caractérisation des distances d'effets (thermiques, toxiques ou de surpression) dans l'étude de dangers, que ces distances dépassent ou non les limites du site.

Les différents éléments présentés résultent d'une analyse conduite à partir des documents internes du site (EDD, POI, ERF/ARF, FDS, etc.) ainsi que des documents de référence nationaux (guides INERIS, France Chimie, SYVED/SYPRED, avis DGPR, etc.).

La méthodologie de détermination des produits de décomposition est associée à chacun des scénarios étudiés et varie selon la nature des produits concernés. Les approches méthodologiques utilisées sont les suivantes :

- la méthodologie SYVED/SYPRED décrite dans le guide « Guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important - secteur Déchets Dangereux » pour les déchets dangereux ;
- la méthodologie INERIS issue du guide « Recensement des substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie - OMEGA 16 » pour les plastiques neufs et les contenants.

Le tableau numéro 4 synthétise l'ensemble des produits de décomposition retenus pour tous les scénarios étudiés. **Cette information a été transmise aux services de la DREAL en date du 26 juin 2024.**

Type de suites proposées : Sans suite